

À Vannes, les agents mobilisés contre la réorganisation des Finances publiques

Une vingtaine d'agents de la DGFIP et délégués syndicaux étaient rassemblés, ce lundi 10 mai, à Vannes, suite à un appel à la grève national. Ils demandent le retrait du NPR, un meilleur salaire et l'arrêt des suppressions d'emplois.

La lutte contre le nouveau réseau de proximité se poursuit. L'intersyndicale Finances publiques et une dizaine d'agents de la Direction générale des Finances publiques (DGFIP) de Vannes étaient réunis, ce lundi 10 mai, devant les locaux.



L'intersyndicale Finances publiques 56 a répondu à l'appel national lancé ce lundi 10 mai. Les représentants déplorent « une fragilisation de leurs services ». (Le Télégramme/Mooréa Lahalle)



Dans le cadre d'un appel national, tous les agents étaient appelés à la grève, ce jour.

En pleine campagne de déclaration d'impôt, 180 personnes se rendraient chaque jour à l'agence de Vannes, à en croire Albane Guillou. « Les gens ont besoin de l'humain, qui plus est avec la montée des outils numériques. Tous ne sont pas forcément à l'aise ».

30 000 postes supprimés

Ils réclament, depuis près de deux ans, le retrait du Nouveau réseau de proximité (NPR). « Malgré notre opposition, rien ne change et des postes, comme des agences, continuent d'être supprimés », se désolent Albane Guillou, élue CGT. Elle rappelle que depuis 2008, plus de 30 000 emplois ont été supprimés.

Cette année, 23 postes sont menacés dans le Morbihan. « Bientôt, il n'y aura plus personne pour répondre à l'autre bout du fil, alors que les gens ont besoin de l'humain », s'insurge-t-elle.

Yannick Le Sausse, secrétaire départemental Solidaires Finances publiques, assure qu'un plan de mobilisations régulières est décliné jusqu'à l'automne. « On ne va rien lâcher », assure-t-il.